

**ARRÊTÉ**

**portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 décembre 2024  
et mise en demeure de respecter des prescriptions applicables  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX à FEUQUIERES EN VIMEU**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment, ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier l'article 20.III ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2003 autorisant la société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX dont le siège social est situé 24 rue Jules Guesde à FEUQUIERES-EN-VIMEU (80210) à exploiter des installations de fabrication de boîtes aux lettres et de portes blindées ZA du Vimeu industriel, rue du Vimeu vert à FEUQUIERES-EN-VIMEU ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2024 mettant en demeure la société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX, de respecter les dispositions de l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, pour son site sis ZA du Vimeu industriel, rue du Vimeu vert à FEUQUIERES-EN-VIMEU ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 26 novembre 2025 transmis à l'exploitant par courriel du 9 décembre 2025, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 20 janvier 2026, reçu le 26 janvier suivant ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

1. l'exploitant a mis en œuvre 4 batardeaux pour assurer le confinement des eaux d'extinction et a procédé à la réalisation d'essais simultanés sur les trois poteaux incendie ;
2. l'exploitant a sollicité un délai supplémentaire afin de pouvoir équiper les différents accès de ses bâtiments de dispositifs adaptés pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie ;
3. l'exploitant a mis en avant des difficultés économiques et organisationnelles dues au récent changement de l'équipe dirigeante ;
4. le site ne dispose pas de dispositif de collecte des eaux d'extinction et l'ensemble des portes ne sont pas équipées de dispositifs d'isolement des eaux d'extinction en cas d'incendie, contrairement aux dispositions prévues par l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;
5. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la sécurité et l'environnement ;
6. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX de respecter les dispositions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – ABROGATION DE L'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE DU 16 DÉCEMBRE 2024**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 décembre 2024, délivré à la société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX, pour les installations qu'elle exploite rue du Vimeu Vert à FEUQUIERES-EN-VIMEU, sont abrogées.

### **ARTICLE 2. – MISE EN DEMEURE**

La société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX sise ZA du Vimeu Industriel, rue du Vimeu Vert sur la commune de FEUQUIERES-EN-VIMEU est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 3. – GESTION DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE**

Dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé qui prévoit notamment que :  
« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux

*utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. ».*

L'exploitant justifiera du respect des prescriptions de l'article 20.II de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé en :

- transmettant un résumé descriptif des dispositifs de confinement choisis par l'exploitant, accompagné de l'avis du service départemental d'incendie et de secours sur ces dispositifs, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant les justificatifs de mise en place des dispositifs permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinctions, dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4. – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérécourse citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 7. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX.

AMIENS, le 30 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD